

# ZOOMED

LA PUISSANCE À PORTÉE DE LA MAIN



2012 : LE PRESCRIPTEUR ZRX ATTEINT DE NOUVELLES FRONTIÈRES



## RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les états consolidés du résultat net et global, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. pour les périodes de trois mois closes le 31 août 2012 et le 31 août 2011. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers consolidés et non-audités et par les notes y afférentes aux 31 août 2012 et 31 août 2011. De plus, certains résultats d'opération, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier consolidé audité clos le 31 mai 2012.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 19 octobre 2012. Cette analyse reflète la situation financière de ZoomMed inc. et de ses filiales (la « société »).

La société établit ses états financiers consolidés intermédiaires conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), qui s'appliquent à la préparation d'états financiers intermédiaires, notamment la norme comptable internationale 34, Information financière intermédiaire (« IAS 34 »). Ils ont été préparés suivant les méthodes comptables et le mode de calcul employés pour la préparation des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mai 2012. Les informations fournies ci-après s'ajoutent à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels en question. Certaines informations qui figurent normalement dans les notes annexes aux états financiers consolidés annuels ont été résumées ou ne sont présentées qu'une fois l'an. Aussi les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mai 2012, qui ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations, de nature prospective, relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes, ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été soumis au comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration.

## DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ZoomMed inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

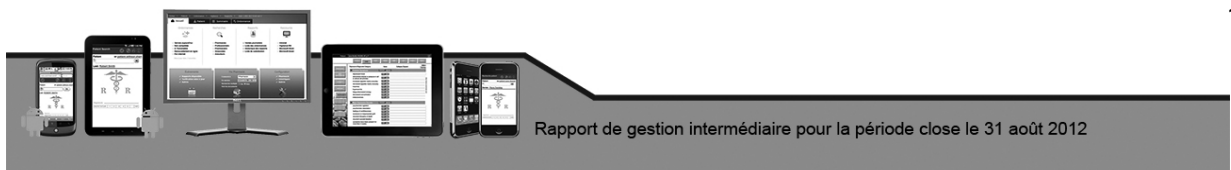
La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins d'utiliser un appareil sans fil, tels que les iPhone™, iPad™, Google Android™ ou ordinateurs, pour générer rapidement des prescriptions. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Santé Électronique (DSÉ).

Le « réseau de communication e-Pic » de la société est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, laboratoires, cliniques spécialisées et autres.

De plus, la société offre « PraxisLab » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. PraxisLab utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récentes.

L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'ensuit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.





L'adresse du siège social de la société est 6300 rue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

## RÉSULTAT NET ET GLOBAL

### INFORMATION TRIMESTRIELLE SÉLECTIONNÉE

RÉSULTAT NET ET GLOBAL	31 août 2012	31 août 2011
Revenus d'opération	1 021 931 \$	565 639 \$
Frais de vente	157 077 \$	271 166 \$
Frais d'administration	371 532 \$	344 591 \$
Frais d'opération	162 798 \$	307 025 \$
Frais de développement	213 303 \$	254 293 \$
<b>EBITDA</b>	<b>117 221 \$</b>	<b>(611 436) \$</b>
Frais financiers	85 380 \$	3 622 \$
Amortissements	133 332 \$	140 773 \$
Perte nette et résultat global	(101 491) \$	(755 831) \$
Résultat net de base et dilué par action	(0,001) \$	(0,006) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	130 474 687	130 474 687

Les revenus d'opération pour les périodes de trois mois closes les 31 août 2012 et 2011, étant composés principalement des revenus générés par le réseau de communication e-Pic, ont connu une augmentation de plus de 80 %. Ces contrats sont généralement pour une durée d'un an et sont constatés linéairement sur la durée des ententes. Une portion des revenus est donc inscrite au passif à titre de revenus reportés.

Au cours de la période, les efforts de ventes ont été dirigés principalement sur le développement du marché Américain.

Les frais d'administration ont connus une baisse, compte tenu qu'une charge non-récurrente de 107 240 \$ a été imputée à titre de rémunération à base d'action pour la période de trois mois close le 31 août 2012, comparativement à aucune charge similaire pour la période correspondante de 2011.

Les frais d'opération s'élèvent à 162 798 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012 et à 307 025 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2011.

Les frais de développement sont demeurés stables au cours des deux trimestres. Les frais de développement sont comptabilisés sous deux formes, une portion (les nouvelles fonctionnalités) est capitalisée dans les actifs incorporels en fonction des avantages économiques futurs et l'autre portion est comptabilisée à la dépense. Pour la période de trois mois close le 31 août 2012, les frais de développement capitalisés totalisent 112 971 \$ et 151 871 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2011.

La société affiche un EBITDA positif de 117 221 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012 comparativement à (611 436) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2011. Un EBITDA positif est un indicateur d'une rentabilité des opérations et résulte des efforts déployés depuis le début des opérations.

L'augmentation constatée des frais financiers est essentiellement reliée aux frais financiers et à l'intérêt couru sur la débenture émise en date du 30 septembre 2011.

La société affiche une perte nette de 101 491 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012, et de 755 831 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2011.

La société a enregistré une perte par action de 0,001 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012 et de 0,006 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2011.



## SITUATION FINANCIÈRE

SITUATION FINANCIÈRE	31 août 2012	31 mai 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	880 607 \$	1 464 714 \$
Fonds de roulement	(1 078 955) \$	(913 306) \$
Immobilisations corporelles	188 546 \$	219 897 \$
Actifs incorporels	3 043 662 \$	3 025 949 \$
Participation dans une coentreprise	4 000 \$	4 000 \$
Actif total	4 652 188 \$	5 196 855 \$
Revenus reportés (court et long terme)	2 249 786 \$	2 590 272 \$
Composante passif de la débenture convertible	1 357 217 \$	1 329 028 \$
Capitaux propres	587 536 \$	581 787 \$
Capital social	25 438 120 \$	25 438 120 \$

La variation nette de la trésorerie est le résultat des opérations courantes de la société. Aucune transaction particulière n'a été complétée au cours de la période de trois mois close le 31 août 2012.

Les immobilisations corporelles connaissent une légère diminution depuis le 31 mai 2012 résultant de la dépense d'amortissement.

Les actifs incorporels sont demeurés constants et sont le résultat des frais de développement capitalisés des nouveaux produits et de l'amortissement imputé au cours des périodes. Les frais de développement de PraxisLab sont capitalisés à 100 % et seront amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à partir de la date de commercialisation.

La comptabilisation d'une participation dans une coentreprise découle d'un nouveau partenariat conclu le 29 mai 2012. De ce fait, la société détient 40 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise « EvEMR », qui a été mise sur pied pour mettre en application et commercialiser, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale. Il s'agira d'un produit modulaire construit autour d'un générateur intelligent de notes-cliniques. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les revenus reportés au 31 août 2012 sont comparables au 31 mai 2012. La majorité des contrats sont pour une durée de 12 mois et doivent être reconnus linéairement sur la durée des ententes, ce qui génère des revenus reportés qui, malgré leurs aspects positifs, se reflètent négativement sur le fonds de roulement, puisqu'ils sont présentés majoritairement au passif courant.

Les capitaux propres de la société sont demeurés stables, totalisant 587 536 \$ au 31 août 2012 et 581 787 \$ au 31 mai 2012.

## FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	31 août 2012	31 août 2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(479 844) \$	(1 288 841) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	- \$	- \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(104 263) \$	(168 021) \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(584 107) \$	(1 456 862) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	880 607 \$	241 162 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont été de (479 844) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012 et de (1 288 841) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2011.



Pour les périodes de trois mois closes le 31 août 2012 et le 31 août 2011, aucune activité de financement n'a eu lieu.

Pour les périodes de trois mois closes les 31 août 2012 et 2011, les activités d'investissement de (104 263) \$ et de (168 021) \$, sont liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles et à la capitalisation des frais de développement.

La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de (584 107) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2012 et de (1 456 862) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2011.

## LIQUIDITÉS

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication e-Pic.

## ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'opération ou sur la situation financière de la société.

## PARTIES LIÉES

### a) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions. La rémunération salariale des principaux dirigeants, pour la période de trois mois close le 31 août 2012, totalise 111 538 \$ (150 000 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2011). De plus, le 20 juillet 2012, 1 250 000 options d'achat d'actions, à un prix d'exercice de 0,10 \$ pour une période de 5 ans, ont été octroyées à ces principaux dirigeants et représente un coût de rémunération à base d'actions de 35 000 \$.

### b) Opérations entre sociétés liées

Aucune opération entre sociétés liées n'a eu lieu au cours de la période de trois mois close le 31 août 2012. Au cours de la période de trois mois close le 31 août 2011, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 21 630 \$ à une société détenue par un actionnaire et administrateur de la société. Les créateurs incluent une somme de 7 210 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2011.

## Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour la période de trois mois close le 31 août 2012, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.

**ACTIONS, BONS ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 19 OCTOBRE 2012**

Actions ordinaires	130 474 687
Bons de souscription au placeur pour compte et aux investisseurs	18 711 768
Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions	13 012 500

**NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR****Instruments financiers**

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue l'achèvement du premier volet d'un projet en trois parties visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », par une nouvelle norme. Selon les récentes mises à jour apportées à IFRS 9, une entité qui choisit d'évaluer un passif à sa juste valeur devra présenter la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit propre à cette entité dans les autres éléments du résultat global ou dans la perte à l'état du résultat global plutôt que par le biais du résultat net.

Aussi, pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

Cette norme s'appliquera aux états financiers des périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourrait avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

**Entité publiante**

En mai 2011, l'IASB a publié un ensemble de cinq normes portant sur le concept d'entité publiante, soit IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités », IAS 27 « États financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

**Consolidation** – IFRS 10 remplace toutes les dispositions précédentes relatives au contrôle et à la consolidation énoncées dans IAS 27 « États financiers individuels » et dans la SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc ». IFRS 10 vient modifier la définition du contrôle et propose une définition unique de la notion de contrôle, qui se caractérise par le fait de détenir le pouvoir sur l'entité et d'être exposé ou de détenir des droits à des rendements variables de cette entité. Le pouvoir s'entend de la capacité de diriger les activités d'une façon qui puisse considérablement influencer sur les rendements. Les rendements doivent varier et peuvent être positifs ou négatifs, ou les deux. La norme IAS 27 révisée demeure une norme portant exclusivement sur les états financiers individuels et ses dispositions sont inchangées.

**Partenariats** – IFRS 11 vient modifier la définition d'un accord conjoint de façon à ce qu'elle n'englobe que deux types d'accords : les activités conjointes et les coentreprises. Aux termes de cette norme, la méthode de la consolidation proportionnelle n'est plus permise pour comptabiliser les entités contrôlées conjointement, et le recours à la méthode de la mise en équivalence est obligatoire pour tous les participants à une coentreprise. Les entités prenant part à des activités conjointes utiliseront une méthode de comptabilisation très similaire à celle qui s'applique actuellement aux actifs conjoints ou aux activités conjointes.

**Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités** – IFRS 12 établit les exigences en matière d'information à fournir s'appliquant aux entités assujetties aux dispositions d'IFRS 10 et d'IFRS 11, remplaçant de ce fait les exigences d'information énoncées dans IAS 28. Aux termes d'IFRS 12, les entités doivent fournir de l'information qui aide les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature, les risques et l'incidence financière des participations de l'entité dans des filiales, des entreprises associées, des accords conjoints et des entités structurées non consolidées.



Ces normes s'appliqueront aux périodes comptables ouvertes le ou à compter du 1er janvier 2013 et leur adoption anticipée est autorisée. La société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

### Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». Cette norme améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La norme IFRS 13 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourrait avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

### ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.

#### Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

#### Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'exploitation futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.



### **Juste valeur des options d'achat d'actions**

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'exploitation ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.

### **Aide gouvernementale**

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

### **Continuité d'exploitation**

L'évaluation de la capacité de la société de réaliser sa stratégie par le financement de ses besoins futurs en fonds de roulement implique de porter des jugements. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires au 31 août 2012.

### **CONTRÔLE ET PROCÉDURES**

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la société ont effectué une évaluation des contrôles et des procédures en matière de présentation de l'information comme l'exige le Règlement 52-109 des autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que, au meilleur de leur connaissance, aucun changement n'est survenu au cours de la plus récente année financière de la société dans les contrôles et procédures en matière de présentation de l'information financière qui a eu une incidence importante, ou pourrait raisonnablement être susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles et procédures en matière de présentation de l'information financière. En conclusion, après analyse des contrôles et procédures et au meilleur de leur connaissance, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la société considèrent que les contrôles et procédures sont adéquats.

### **GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS**

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

#### **Risque de crédit**

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.





### **Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêts à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

### **Risque du marché**

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses crédettes et de sa débenture convertible.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication e-Pic.

### **Risque du personnel clé**

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

## **INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE**

La société diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante [www.sedar.com](http://www.sedar.com).